

+

+

UNE DIPLOMATIE EN GUERRE CONTRE LES ONG DES DROITS DE L'HOMME

A. Aroua

1. Introduction	544
2. La tentative de discrédit	546
2.1. Le manque de rigueur	546
2.2. La nature occulte	547
2.3. Le passé douteux	548
2.4. Le soutien au terrorisme	551
3. La tentative d'intimidation	553
4. Conclusion	554
Annexe 1 : Document AI, MDE 28/25/97	555
Annexe 2 : Document AI, MDE 28/33/97	557
Annexe 3 : Document AI, MDE 28/23/97 (extraits)	558

+

+

+

+

544

National Responses

Il faudrait rappeler à la FIDH que nous nous passerons fort bien de ses leçons et que s'il est une organisation non gouvernementale qui n'est pas digne de siéger ici, dans cette même enceinte sacrée du débat contradictoire, c'est bien elle.¹

Mohamed-Salah Dembri^A**1. Introduction**

Dès le coup d'Etat de janvier 1992, dans sa guerre livrée contre la personne humaine, le régime militaire algérien a considéré que les ONG et autres ligues et comités des droits de l'homme figuraient parmi les adversaires les plus redoutables. Il s'agissait aussi bien d'organisations nationales authentiques qui ont refusé de cautionner les atteintes graves aux droits les plus élémentaires des Algériennes et des Algériens, comme la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) et le Comité algérien des militants libres de la dignité humaine et des droits de l'homme (Karama), qu'internationales comme *Amnesty International* (AI), la Fédération des Ligues de défense des droits de l'homme (FIDH), *Human Rights Watch* (HRW), et Reporters sans frontières (RSF).

En effet, ces organisations ont réagi très vite à l'interruption du processus électoral et ont continué tout au long de la tragédie algérienne à sensibiliser l'opinion sur la situation catastrophique des droits de l'homme en Algérie, par l'intermédiaire de rapports, de communiqués, de livres et autres publications, ainsi qu'à travers des interventions régulières, notamment celles de AI, de la FIDH et de RSF, lors des sessions de la Commission des droits de l'homme (CDH) de l'ONU².

La pression des ONG sur le régime algérien a atteint son apogée en 1997-1998, à l'époque où l'Algérie connaissait les horribles massacres à répétition des populations civiles³. Au début de l'année 1997 déjà, *Amnesty International* condamnait les massacres des civils en Algérie⁴. En septembre de la même année, AI a réitéré cette condamnation et a appelé à des mesures urgentes contre les massacres^B.

A la mi-octobre, quatre ONG : AI, la FIDH, HRW et RSF, ont décidé de coordonner leur action. Elles ont lancé le 15 octobre 1997 un appel collectif revendiquant la constitution d'une commission d'enquête sur les massacres. Dans cet appel collectif, les quatre ONG ont déclaré :

Le gouvernement algérien a invariablement manqué à son devoir d'enquêter sur les abus commis par ses propres services de sécurité et par les groupes d'opposition armés, et de traduire les responsables de ces abus en justice. [...] Cela a précipité l'ef-

^A Ambassadeur d'Algérie auprès de l'Office des Nations unies à Genève, à l'occasion de la 55^{ème} session de la Commission des droits de l'homme, Avril 1999.

^B Voir l'annexe 1.

+

+

+

+

fondement de l'Etat de droit et a créé parmi la population civile le sentiment qu'elle est de plus en plus abandonnée et privée de protection. [...] Les massacres collectifs de cette année se sont déroulés dans un contexte où les droits de l'homme sont de plus en plus bafoués par les services de sécurité, les milices armées par l'Etat et les groupes islamistes armés, qui ont de plus en plus terrorisé et pris pour cibles les civils. [...] La communauté internationale est restée sourde trop longtemps au drame que vivent les victimes en Algérie. [...] Nous demandons l'ouverture d'une enquête internationale visant à établir les faits, à examiner les prétendues responsabilités et à formuler des recommandations concernant les massacres et autres abus commis par toutes les parties du conflit. Cette enquête devrait disposer de pouvoirs importants et des ressources humaines et matérielles nécessaires. Elle devrait notamment être chargée de rassembler des preuves et des témoignages, y compris de la part de victimes, de témoins et de responsables officiels, afin de découvrir la vérité. [...] A un moment où il voit ses citoyens se faire massacrer, le gouvernement algérien devrait se féliciter, et non pas s'y opposer, de toute initiative internationale ayant pour but d'aider à sauvegarder des vies humaines.⁵

Pratiquement au même moment, l'ambassadeur algérien auprès de l'Office de l'ONU à Genève, Mohamed-Salah Dembri, a fait une déclaration à Genève soulignant que l'Algérie n'avait pas besoin de médiation extérieure. Et l'ambassadeur d'ajouter :

Quand vous parlez de médiation, vous parlez de guerre civile. En Algérie il n'y a point de guerre civile. [...] L'Algérie est un pays indépendant et souverain avec une démocratie parlementaire et des institutions. Elle est capable de résoudre ses problèmes. Nous n'accepterons aucune interférence dans nos affaires.⁶

Vers la fin du mois d'octobre et le début du mois de novembre 1997, AI a diffusé un communiqué intitulé *Les Droits de l'homme n'ont pas de frontière^C* et un long rapport sur l'Algérie, *La Population civile piégée dans une spirale de violence^D*. Ces documents ont été suivis deux à trois semaines plus tard par l'intervention de Pierre Sané, secrétaire général d'AI, le 18 novembre 1997 à New York⁷.

L'année 1998 a connu une intensification de l'action des ONG, marquée notamment par la lettre ouverte du 26 février 1998, adressée par Pierre Sané aux gouvernements de tous les pays⁸, leur rappelant leur responsabilité vis-à-vis des événements tragiques d'Algérie, par les interventions fréquentes dans les médias du président de la FIDH, Patrick Beaudouin, et du secrétaire général de RSF, Robert Ménard, ainsi que par l'action conjointe menée à l'occasion de la 54^{ème} session de la CDH⁹ par les quatre ONG signataires de l'appel collectif.

Pour faire face à la pression croissante des ONG, le régime algérien a été amené à mobiliser, à l'intérieur et à l'extérieur, toutes ses ressources diplomatiques, médiatiques, politiques, parapolitiques et associatives.

^C Voir l'annexe 2.

^D Voir l'annexe 3.

+

+

+

+

Ainsi, les médias algériens, les associations dites ‘féministes’, les institutions et associations étatiques des droits de l’homme comme l’ONDH¹⁰, les personnalités inféodées au régime, les chefs des formations politiques agréées se sont tous livrés à une campagne violente contre ces ONG les accusant d’ingérence et de conspiration contre l’Algérie.

Cette note porte sur l’action diplomatique menée contre les ONG critiques envers le régime militaire algérien. Elle tente de mettre en évidence les éléments de la stratégie algérienne anti-ONG. Pour ce faire on se limitera essentiellement – mais pas exclusivement – aux interventions de l’ambassadeur d’Algérie auprès des Nations unies à Genève, Mohamed-Salah Dembri. D’autre part on ne considérera que trois organisations : *AI*, la FIDH et Hijra International (*HI*), une organisation pour la défense des requérants d’asile algériens.

En suivant les prises de position de la diplomatie algérienne vis-à-vis de l’action des ONG, on constate que sa stratégie pour contrer ces dernières s’articule autour de deux axes principaux : les tentatives de *discrédit* et d’*intimidation*. Le premier sera traité dans la section 2 et le second sera analysé dans la section 3. Ces notes seront résumées dans la section 4.

2. La tentative de discrédit

La politique de discrédit adoptée par la diplomatie algérienne à l’encontre des ONG des droits de l’homme vise à affaiblir leur discours. Ainsi, ce ne sont pas les faits et les arguments avancés par ces organisations qui sont réfutés de manière rationnelle, ce sont plutôt la démarche et la motivation des ONG qui sont contestées. Cette politique s’articule autour de quatre critiques principales : (1) le manque de rigueur, (2) la nature occulte, (3) le passé douteux et (4) le soutien au terrorisme.

2.1. Le manque de rigueur

Cet argument, qui remet en cause l’objectivité et la rigueur des analyses faites par les ONG, est souvent utilisé pour jeter le doute sur l’approche même faite par ces organisations de la question des droits de l’homme en Algérie. Ramtane Lamamra, ancien ambassadeur d’Algérie auprès de l’ONU et actuel ambassadeur auprès des Etats-Unis, juge par exemple que les allégations formulées par *AI* sont ‘fantaisistes’ et ‘extravagantes’¹¹. Lors de la 53^{ème} session de la CDH, Mohamed-Salah Dembri a accusé quant à lui cette organisation d’amateurisme et de manque de professionnalisme :

[Nous rejetons] dans le fond et dans la forme les allégations concernant l’Algérie qui ont été formulées par cette organisation, par ailleurs tout à fait digne de respect, qu’est *Amnesty International*. En l’occurrence, les dirigeants de cette organisation témoignent d’une absence de professionnalisme évidente.[...]

+

+

+

+

Victime de son propre amateurisme, *Amnesty International* essaie, sans succès, de mobiliser des pays, dont l'Afrique du Sud, contre l'Algérie. Or l'Algérie a prouvé, hier en combattant le régime d'apartheid, aujourd'hui par sa collaboration à diverses initiatives internationales, la force de ses convictions humanitaires.¹²

L'ambassadeur Dembri ira jusqu'à accuser *AI* et la FIDH, du fait de leur appel en faveur d'une enquête indépendante en Algérie, de pratiquer le 'terrorisme médiatique' et de se livrer à des dénonciations 'calomnieuses et difamatrices'¹³.

Mohamed-Salah Dembri reviendra à la charge contre *AI* et la FIDH au courant de l'année 1998. A la 54^{ème} session de la CDH par exemple, et dans un droit de réponse¹⁴, il attaque *AI* pour 'sa rhétorique désuète, sa méthodologie simpliste qui fait place à l'anecdote' et affirme n'accorder à ses dirigeants aucune autorité, ni morale ni intellectuelle, qui puisse leur donner le droit de 'faire la leçon'. Après tout, 'où sont leurs listes de publications?' s'interroge l'ambassadeur. Il regrette ensuite qu'*AI* ait déviée de la voie tracée par Sean Mac Bride et que les successeurs de ce dernier :

se comportent aujourd'hui en histrions folkloriques et, loin de contribuer à la formation des défenseurs des droits de l'homme, comme c'est leur mission, ont érigé, depuis longtemps, un système bureaucratique qui pratique la dénonciation calomnieuse et fabrique à cet effet des épistoliers sycophantes.¹⁵

En une autre occasion, lorsque le Comité des droits de l'homme de l'ONU examinait le rapport périodique de l'Algérie, Mohamed-Salah Dembri a été interrogé à la Télévision suisse romande : pensait-il que 'les ONG se trompent quand elles disent qu'il y a de la torture alors que vous dites qu'il n'y en a pas' ? Il répondit :

Oui. Absolument. Je dis qu'il y a deux ONG [il s'agit de *AI* et de la FIDH] dont nous ne méconnaissons totalement leurs grilles d'analyse, leurs méthodes, et après tout ce ne sont que des allégations. Elles n'ont jamais apporté la preuve concordante que leurs allégations étaient bien des faits. Il y a une méthodologie scientifique qui veut que nous passions des allégations aux faits.¹⁶

2.2. La nature occulte

Cet argument est utilisé pour étayer la thèse de la conspiration contre l'Etat algérien, destinée surtout à l'opinion nationale.

Dans sa déclaration du 29 octobre 1997, Mohamed-Salah Dembri compare *AI* et la FIDH à des 'places fortes d'argent'¹⁷ et va jusqu'à souhaiter le bilan comptable de 'ces deux puissances financières qui se paient des placards dans les journaux au lieu de venir débattre.'¹⁸ Lors de son intervention à la 53^{ème} session de la CDH, il informe l'auditoire :

La délégation algérienne a l'intention de faire un rapport complet sur les pratiques d'*Amnesty International* devant le comité des ONG à New York. A cette occasion,

+

+

+

+

elle demandera des éclaircissements sur la situation financière de l'organisation ainsi que la publication de la liste de ses donateurs. Elle demandera également pourquoi la section algérienne d'*Amnesty International* est composée de membres qui sont tous affiliés à des formations politiques.¹⁹

En évoquant les activités des ONG internationales des droits de l'homme, Mohamed-Salah Dembri ne manquera pas de pointer du doigt ce qu'il appelle leur 'bailleurs de fonds'²⁰. Ce sont ces entités occultes qui couvriraient selon la télévision algérienne²¹ les frais de fonctionnement d'*Amnesty International* qui emploie une armée de 3000 collaborateurs.

Les ONG qui ont osé émettre des critiques contre le régime algérien sont accusées de détourner la défense des droits de l'homme 'à des fins politiques et partisans'²², et on expliquera par ailleurs que ce type d'ONG qui s'acharment uniquement contre les pays du Sud, représente 'un instrument nouveau du néocolonialisme'²³.

L'ambassadeur Ramtane Lamamra dira même : 'Pour beaucoup d'Algériens, *Amnesty International* apparaît plus comme un deuxième parti politique banni en Algérie, c'est-à-dire un deuxième FIS, plutôt que comme une ONG neutre'²⁴.

Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, affirmera quant à lui, le 16 septembre 1998, suite à la publication du rapport du panel onusien, que ce rapport était 'plus honnête [que] les pseudo-analyses d'*Amnesty international* qui a honteusement déserté le camp de la défense des droits de l'homme pour s'investir dans un combat politique douteux.'²⁵

De son côté, Mohammed-Salah Dembri, a dénoncé, dans une déclaration à la télévision algérienne le 8 avril 1999, les ONG : *Amnesty International*, *Human Rights Watch*, la Fédération internationale des droits de l'homme et Reporters sans frontières qu'il a accusées de nourrir des 'visées politiques consistant à porter un coup à l'Algérie.'²⁶ Interrogé au sujet des positions de l'Organisation mondiale contre la torture et de *Human Rights Watch*, il a reproché à ces deux organisations de se présenter en modèles de conscience universelle et de devenir des machines de guerre contre le tiers-monde²⁷. Toujours en avril 1999, lors de la 55^{ème} session de la CDH, Mohammed-Salah Dembri a accusé la FIDH de se livrer à des manœuvres politiciennes sous couvert de défense des droits de l'homme et de n'être pas digne de siéger aux travaux de la session de la CDH²⁸.

2.3. Le passé douteux

Cet argument est utilisé, comme le précédent, pour la consommation intérieure, et exploite la mémoire de l'expérience coloniale des citoyens. Il est aussi orienté vers un certain nombre de pays du tiers-monde, afin de gagner leur sympathie en leur rappelant l'épreuve commune sous le colonialisme.

+

+

+

+

La référence au passé a été utilisée dans le cas de la FIDH d'abord par le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf. Confronté le 18 mars 1998 sur le plateau de la Télévision suisse romande à des témoignages accablants²⁹ sur la situation des droits de l'homme en Algérie, recueillis par la FIDH, il a réagi à l'interpellation du journaliste Xavier Colin en affirmant :

Pour ce qui concerne la FIDH, je vais dire avec beaucoup de tristesse, cette fédération internationale des droits de l'homme est née en 1922. Lorsqu'un dixième de mon peuple a été décimé où était-elle pour ce qui concerne les droits de l'homme ? Je crois que l'histoire de cette organisation, son histoire seule suffit à la traiter, maintenant votre question est beaucoup plus importante, parce que ce que dit la FIDH ne mérite pas que je le commente compte tenu de son histoire.³⁰

Ce fut indéniablement un manque de tact de la part du ministre qui aurait pu se passer d'incriminer les responsables de la FIDH pour le comportement de leurs prédécesseurs qui étaient en charge de la Fédération un demi-siècle auparavant et qui ne sont probablement plus de ce monde. Ce fut d'autant plus maladroit de sa part que lui-même avait souffert d'être jugé pour les actes de ses parents.

En effet, la nomination de Ahmed Attaf à la tête de la diplomatie algérienne avait provoqué à peine deux années auparavant la démission bruyante de Youcef El Khatib, le médiateur qui était à l'époque chargé par le général Zeroual de mener les contacts avec les dirigeants du FIS. Youcef El Khatib protestait par son acte de démission contre la nomination à ce poste sensible d'un fils de *barki*, dont la famille était notoirement connue pour sa collaboration avec l'armée française, et dont le père aurait été condamné par le même Youcef El Khatib (alias colonel Si Hassan), qui était à l'époque officier supérieur de l'Armée de libération nationale^E (ALN).

L'argument utilisé par Ahmed Attaf allait être repris plusieurs fois par Mohamed-Salah Dembri. Ainsi, à la 54^{ème} session de la CDH, ce dernier affirmait au sujet de la FIDH :

S'il est une ONG qui n'est pas digne de siéger dans cette enceinte sacrée, c'est bien elle. Puisqu'elle a été créée en 1922, nous aimerions qu'elle nous dise les positions défendues par elle entre 1922 et 1962, année de nos indépendances en Afrique, et qu'elle ne fasse surtout pas oublier son passé colonialiste. Pendant toute cette période, elle a soutenu 'vaillamment' tous les droits du colon, tous les droits des colons contre les droits des peuples colonisés. Et elle prétend, maintenant que nous sommes indépendants, nous faire aussi la leçon et nous enseigner le droit.³¹

Ayant eu à ce moment-là suffisamment de temps, environ un mois, pour étayer l'argument de son ministre et pour chercher dans les livres d'histoire les faiblesses de la FIDH, Mohamed-Salah Dembri continuait dans sa lancée contre cette organisation :

^E Celui qui a désarmé le père de Ahmed Attaf fut Mohamed Belmokhtar, alias Moh El-Méliani, qui était l'un des lieutenants de Youcef El Khatib.

+

+

+

+

Rappelons-lui certains faits : Qu'a-t-elle dit quand les dirigeants des mouvements nationaux dans les colonies se faisaient déporter : la reine Ranavallo de Madagascar, le roi Behanzin du Dahomey, tous deux morts en déportation en Algérie, le roi Mohamed V du Maroc déposé et déporté à Madagascar, le détournement, au mépris du droit international, de l'avion qui transportait cinq des dirigeants de notre lutte de libération nationale ? Qu'a-t-elle dit face à tous nos holocaustes en Afrique, face à toutes les 'shoas' africaines : les milliers de morts malgaches, les milliers de morts algériens de Sétif et de Guelma dans les années quarante, les milliers d'Africains sacrifiés pour les besoins de la colonisation, les travailleurs algériens massacrés par le préfet Papon, presque sous ses fenêtres à Paris, et nous pouvons allonger la liste ? Eh bien ! La FIDH n'a rien dit. Elle a repris tout simplement à son compte le propos du général Gallieni : 'La colonisation est une école d'émancipation des peuples.' Allons encore un peu plus loin. Qu'a-t-elle dit quand notre condition humaine était régie par l'apartheid et le code de l'indigénat qui ont précédé le statut des juifs de Vichy ? Eh bien ! La FIDH n'a rien dit, car elle trouvait son affaire dans les principes constitutionnels du régime de l'apartheid : 'L'harmonie naturelle exige le développement séparé des races.' Cette ONG doit s'expliquer sur son passé entre 1922 et 1962, passé qu'elle ne fera surtout pas oublier en confiant aujourd'hui la lecture publique de ses pamphlets à un ressortissant africain. En attendant, nous lui conseillons sans plus tarder d'aller se recueillir et faire acte de repentance, au cimetière de Monte Cassino, sur les tombes de tous les tirailleurs africains de toutes origines qui reposent, côte à côte, loin de leur pays, et ont donné leur vie pour libérer l'Europe du joug nazi.³²

A la 50^{ème} session de la sous-commission de l'ONU sur la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, Mohamed-Salah Dembri reviendra à la charge contre la FIDH et interrogera les membres de la sous-commission :

Comment se fait-il, elle [la FIDH] qui se targue d'exister depuis 1922, qu'elle n'ait jamais exigé que la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 soit étendue à tous les hommes sans discrimination, et, en particulier à nous, peuples anciennement colonisés ? Comment se fait-il qu'elle n'ait pas salué, à la suite de nos luttes de libération nationale, la déclaration 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux peuples colonisés adoptée en 1960 ?³³

En avril 1999, lors de la 55^{ème} session de la CDH, Mohammed-Salah Dembri ne se lassera pas de répéter ses accusations à l'encontre de la FIDH du fait de 'son passé colonial et son silence sur des atteintes avérées aux droits de l'homme'. Cette fédération aurait, selon lui, 'défendu sans encombre, jusqu'aux indépendances africaines, toutes les politiques coloniales [et] justifié tous les massacres opérés contre les peuples colonisés de 1922 à 1974.' En outre, selon l'ambassadeur algérien, la FIDH n'aurait jamais condamné ni 'l'apartheid en Afrique du Sud', ni les 'centres de détention administrative en Europe qui sont des atteintes à la dignité humaine', ni protesté contre les 'violences exercées contre des immigrés' par les polices européennes³⁴.

Il est à noter que la référence au 'passé douteux' est faite dans le cas de la FIDH uniquement et n'est pas utilisée pour les autres ONG comme HRW

+

+

+

+

ou RSF par exemple. Dans le cas d'AI, c'est la stratégie inverse qui est adoptée. En effet, comme il a été vu dans la section 2.1, selon la diplomatie algérienne le passé de AI est bon, mais cette organisation 'a dévié de la voie tracée par Sean Mac Bride'.

2.4. Le soutien au terrorisme

Cet argument entre dans le cadre de l'orientation politique de la diplomatie algérienne qui a choisi comme cheval de bataille la lutte contre le 'phénomène universel' que représente le 'terrorisme'³⁵.

Le 27 novembre 1997, lors de ses entretiens à Bruxelles avec les députés européens de la sous-commission des droits de l'homme du Parlement européen, Ahmed Attaf s'en est pris à AI :

Amnesty International a cru devoir se mettre en position de porte-voix du terrorisme qui endeuille mon pays. Je le dis en pesant mes mots. D'où *Amnesty International* tient-elle ses sources ? Elles sont toujours anonymes. *Amnesty* parle d'opposition armée, c'est une opposition d'étrangleurs, de violeurs, de barbares !³⁶

Dans sa déclaration à la 53^{ème} session de la CDH, Mohamed-Salah Dembri n'a pas non plus hésité à accuser AI de jouer le jeu des 'terroristes' :

[Les dirigeants d'AI] utilisent des concepts nouveaux qui sont proprement aberrants. Ainsi, les terroristes qui égorgent les bébés dans les bras de leurs mères et qui violent et égorgent des lycéennes sont appelés des groupes armés d'opposition et les atrocités qu'ils commettent, des crimes à motivation politique. A ce compte, tous les crimes contre l'humanité qui ont été commis au cours de l'histoire récente devraient être requalifiés.³⁷

En une autre occasion, pendant les travaux de la 54^{ème} session de la CDH, il n'a pas manqué de traiter dans les médias une autre ONG, HI, d'organisation terroriste.'

Embarrassé par une intense campagne menée par plusieurs ONG et une large action citoyenne³⁸, il a publiquement accusé un prétendu membre de HI de l'avoir menacé de mort au sein de l'enceinte du Palais des nations de Genève.

Le récit de cet incident est révélateur des basses manœuvres auxquelles peut recourir la diplomatie algérienne pour alimenter des événements sensationnels et détourner l'attention de l'opinion des vraies questions posées sur la scène algérienne en ce qui concerne le caractère criminel du régime algérien.

Lorsque l'ambassadeur algérien sortait de la salle XVIII du Palais des nations où se tenaient les travaux de la 54^{ème} session de la CDH, un jeune Al-

+

+

+

+

gérien, membre de la FIDH, dont le frère^F et la mère avaient subi la répression étatique en Algérie et dont l'avocat avait écrit à l'ambassadeur mais n'avait pas eu gain de cause, s'est précipité sur lui pour lui soumettre son cas. Ce jeune avait appris par le groupe de travail du centre des droits de l'homme des Nations unies sur les disparitions forcées que son frère aurait été exécuté sommairement.

L'ambassadeur a très mal réagi à cette interpellation par un citoyen qui l'interrogeait sur un cas sensible devant un grand public. Il n'était pas disposé à lui répondre. A ce moment-là, un groupe d'Algériens est venu rappeler à l'ambassadeur qu'il devait écouter la plainte du jeune au sujet de son frère. 'C'est un citoyen algérien et il est de votre devoir de lui parler', lui a lancé l'un d'eux. Mohamed-Salah Dembri a alors fait appel au service de sécurité de l'ONU pour expulser du Palais ce groupe d'Algériens. 'Vous avez vendu votre âme aux généraux. Vous devriez avoir honte de défendre des génocides !', a rétorqué l'un d'eux.

L'ambassadeur était tellement embarrassé qu'il n'a pu contrôler sa fureur. Il a provoqué une tempête diplomatique-médiatique au sein du Palais des nations, et est passé immédiatement à l'offensive.

Il s'est livré en bon comédien à une action spectaculaire auprès du service de sécurité du Palais des nations et des médias en déclarant avoir été 'menacé de mort' par des éléments d'une organisation apparentée au GIA. A la chaîne III de la radio algérienne, il dira : 'Ils s'en sont pris à moi en proférant des menaces de mort à mon encontre et aussi des propos divers d'agressivité à l'encontre des institutions et des dirigeants de l'Etat algérien.'³⁹ Il fera aussi un témoignage dans le même sens à la chaîne de télévision arabe MBC et déposera un rapport sur l'incident auprès du Secrétariat général des Nations unies en demandant des suites judiciaires.

Le service de sécurité n'a pas manqué de remarquer le caractère comique de la plainte de Mohamed-Salah Dembri, comme l'avouera l'un de ses membres à l'une des personnes visées par la plainte. Il était en effet plus que grossier de prétendre que des membres d'une ONG de défense des droits de l'homme profèrent des menaces de mort contre un ambassadeur, au sein du Palais des nations, devant une foule de journalistes et de représentants d'ONG participant à un *sitting*, et devant les nombreuses délégations officielles qui sortaient de la salle XVIII.

^F Il s'agit de Yamin Ali Kebaïli de Ras-el-Oued, 39 ans, comptable à la Sonelgaz qui avait été enlevé de chez lui la nuit du 21 au 22 juillet 1994 par un policier accompagné de quatre hommes en cagoule, et qui est depuis porté disparu. La mère de la victime, Khadra Kebaïli, 'est morte au début de 1995, écrasée de douleur', comme le rapporte *L'Autre Afrique* du 1^{er} au 7 avril 1998. Dans une lettre datée du 30 avril 1998 (Document ONU, E/CN.4/1999/2), Mohamed-Salah Dembri s'adresse au Président de la 54^{ème} session de la CDH, en réaction à la lettre de Patrick Baudoin (22 avril 1998). Il reconnaît 'l'état agité' de Kebaïli, qui a perdu son frère et sa mère et qu'il a refusé d'écouter.

+

+

+

+

Le 20 avril 1998, l'organisation *HI* a publié un communiqué de presse, distribué au Palais des nations à Genève, qui condamnait les propos de Mohamed-Salah Dembri et les considérait comme une suite logique à son discours diffamatoire 'd'une rare violence' à l'encontre d'autres ONG des droits de l'homme traitées de caisses de résonance des GIA. On lira dans ce communiqué :

En tout état de cause, *Hijra International*, offensée par les propos calomnieux de M. Dembri, et qui affirme avec force qu'elle est totalement étrangère à l'incident en question, se réserve le droit de saisir la justice et de demander réparation.⁴⁰

Ce que l'on apprendra surtout dans ce communiqué est que l'ambassadeur n'avait rien perdu avec les années de ses réflexes d'ancien boxeur :

Juste après la scène médiatique de M. Dembri, une information téléphonique nous est parvenue du ministère algérien des Affaires étrangères faisant état de ce que M. Dembri serait poursuivi pour violences physiques qui auraient provoqué une grave incapacité chez un collègue diplomate algérien^G. La victime n'aurait pas cessé de réclamer ses droits depuis plus de quatre années, mais en vain, du fait que la plainte est toujours bloquée. Si cette information s'avère fautive, que M. Dembri la démente.⁴¹

Cette information ne sera jamais démentie.

3. La tentative d'intimidation

La politique de l'intimidation complète celle du discrédit et la renforce. Elle est la version 'diplomatique', donc un peu plus 'civilisée', de la politique répressive engagée à l'encontre des militants des organisations authentiques des droits de l'homme en Algérie. Son but est de dissuader les ONG internationales de s'occuper du dossier algérien.

Pierre Sané, Secrétaire général d'*AI*, explique le but de la politique d'intimidation pratiquée par le régime algérien contre les ONG des droits de l'homme :

Les récentes attaques contre nous sont l'expression d'une stratégie visant à imposer une lecture unilatérale de la situation. Dès que vous voulez faire un travail rigoureux fondé sur des faits dûment vérifiés, vous êtes soumis à une intimidation et à des menaces voilées, y compris contre les membres d'*Amnesty* en Algérie même. Ce n'est pas une attitude propre à ce régime. Tous les Etats qui ont voulu imposer le silence sur leurs pratiques - comme le Chili, l'Argentine... - ont recouru à ce genre d'intimidation, au dénigrement.⁴²

Lors de la 53^{ème} session de la CDH, Mohamed-Salah Dembri affichait clairement ses intentions : '[La délégation algérienne] n'hésitera pas à étudier,

^G On apprendra plus tard que la victime fut un collègue de Dembri à l'ambassade d'Algérie au Canada.

+

+

+

+

avec un certain nombre de pays, la possibilité d'une requête en suspicion légitime contre cette ONG.⁴³ Il déclarait par ailleurs : 'Nous introduirons une requête en suspicion légitime contre ces ONG, et demanderons à ce qu'on leur retire leur statut de consultants auprès des instances onusiennes⁴⁴.' Il ajoutait que les autorités algériennes allaient mener leur action contre *Amnesty International* et la FIDH 'jusqu'au bout, en concertation avec d'autres pays^H.'⁴⁵

Le 30 octobre 1997, sous le titre sensationnel : 'L'Algérie déterre la hache de guerre contre *Amnesty International* et ses consœurs', la journaliste Emmanuelle Marendaz, du *Journal de Genève*, écrira : 'En septante ans d'existence, la FIDH ne s'est trouvée que deux fois confrontée à une telle situation : avec l'URSS de Staline et avec l'Argentine du temps des dictateurs.'⁴⁶

4. Conclusion

Ces notes ont eu pour objet de documenter et d'analyser la propagande de la diplomatie algérienne contre les ONG des droits de l'homme. Ce compte rendu a identifié deux argumentaires autour desquels s'articule cette propagande. Le premier fait appel à l'intimidation ainsi qu'à la menace de l'intimidation, pour faire accepter le point de vue du régime militaire. Il s'agit donc d'un *argumentum ad baculum*^{A7}. Le second repose sur le discrédit de l'interlocuteur en lui imputant des actions répréhensibles. Il s'agit d'une argumentation *hombac* qui combine l'*ad hominem* et l'*ad baculum*^{A8}.

Les diplomates algériens à l'instar des Dembri, Lamamra et Attaf sont moins connus pour leurs listes de publications que pour les listes de lecture obligatoires à l'école de la diplomatie de Marianne. 'Rappelons-leur certains mots' de *Si l'gininar Digoul* : 'A la guerre, la chance des généraux c'est l'honneur des gouvernements.'¹

Lorsque sonnera l'heure de la vérité et de la justice en Algérie, les crimes des généraux seront la honte et la perte des diplomates sycophantes des généraux.

Remerciement

Je voudrais exprimer ma reconnaissance à Pierre Guillard pour m'avoir fait bénéficier de sa lecture critique du manuscrit.

^H On apprend dans cette même édition du journal qu'il s'agit entre autres de certains pays africains.

¹ Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre*.

+

+

+

+

Annexe 1 : Document AI, MDE 28/25/97**Algeria : Amnesty International condemns massacres
and calls for urgent measures**

22 septembre 1997

Amnesty International today condemned the massacres of more than 500 civilians in Algeria over the past few weeks, and urged Western governments to ensure that Algerian asylum-seekers who would be at risk of death or other human rights violations in Algeria are not sent back to their country.

More than 40 people, many of them women and children were reportedly killed two days ago in the latest of a series of massacres which have been committed in regions around the capital. The victims were killed at night by large groups of unknown individuals armed with firearms, knives, axes and other objects. Men, women and children were slaughtered, decapitated, mutilated, shot and burned as their homes were set in fire.

“These murders and atrocities must stop. The targeting of civilians cannot be justified or tolerated under any circumstance whatsoever, and those responsible for these atrocities must be brought to justice without delay,” Amnesty International said. “Unless concrete measures are urgently taken, Algeria's cycle of violence and despair will continue to spiral out of control.”

Survivors complain that the security forces, often stationed nearby, have not intervened to stop the massacres and did not come to the scene of the crime until the following morning. The authorities blame all the killings on armed opposition groups, while the armed groups accuse security forces and militias armed by the state. To date no investigation has been carried out and no one has been brought to justice for the killings.

Amnesty International condemns unreservedly all killings of civilians and other abuses committed by armed opposition groups. The organisation called on all those involved in the conflict to put an immediate end to the targeting of civilians and on the Algerian authorities to take concrete measures to ensure the protection of the civilian population, to ensure that prompt, independent and impartial investigations are carried out into the massacres and that those responsible are brought to justice.

While the pattern of massacres of civilians has become increasingly widespread, with thousands of victims in the past year, the Algerian government authorities have continued to reiterate that the security situation is under control and that there only remains “residual terrorism”. Yet, at the same time they have encouraged the civilian population to take up arms and set up militia groups to protect themselves from armed attacks.

“The task of protecting the civilian population is the responsibility and the duty of the state. The protection of civilians cannot be guaranteed by arming them and encouraging them to take the law into their own hands,” Amnesty International said.

Thousands of people have fled their homes in the wake of the massacres, for fear of attacks by armed groups, and as a result of death threats from armed opposition groups. Thousands more, who have managed to leave the country, have seen their asylum claims rejected. Western countries, who advise their own nationals not to travel to Algeria because of the high level of violence there, often refuse to grant political asylum to Algerians on the pretext that “there is no evidence that they would be at risk in their country”.

The UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) recently expressed concern at the forced return of Algerian asylum seekers, many of whom were in need of protection as refugees. The organisation stated that there has been a “very low level of acknowledgement” in some countries of these protection needs. The UNHCR called on governments not to deport Algerian asylum-seekers without due consideration of the security risks they may face if they are returned to Algeria.

“Amnesty International shares the concerns expressed by the UNHCR and wholly supports its call on governments not to return to Algeria asylum-seekers who would be in danger in their country,” the organization said, adding that it was surprised by a statement made by the Algerian authorities condemning the UNHCR's position, and claiming that it is not true that a large number of Algerians who fled their country are in real need of international protection.

+

+

+

+

556

National Responses

“It is unacceptable that the Algerian authorities, who have demonstrably failed to ensure the protection of the civilian population should condemn and object to initiatives aimed at protecting asylum-seekers,” Amnesty International said.

The Algerian authorities routinely accuse those who express concern at the human rights situation in Algeria of “interference in internal affairs”. Recently the Algerian government condemned a statement by the UN Secretary General, who had expressed concern at the situation in Algeria, saying that the statement was unacceptable and went against the principle of the respect for sovereignty and non-interference in internal affairs.

“With tens of thousands killed, it is high time for the Algerian authorities to acknowledge that human rights protection is not an internal affair and to take concrete measures to protect the civilian population,” Amnesty International said.

+

+

+

+

Annexe 2 : Document AI, MDE 28/33/97**Human Rights Have No Borders**

27 octobre 1997

Every state has the responsibility for protecting its civilians and ensuring their security. This principle is one of the fundamental reasons for the existence of the state -- a rule that no state should break. Yet in the six years since the declaration of the state of emergency in Algeria, the situation continues to deteriorate at an alarming rate. The massacres of civilians -- many of them women, children and the elderly -- in recent months has taken place on an almost daily basis, on a terrifying scale.

Not just one family is attacked -- hundreds of people are massacred. Victims are not just shot dead -- they have their throats cut, or are decapitated and mutilated. Civilians are not simply ambushed in isolated hamlets or on little travelled roads during the night -- the carnage takes place in military towns, sometimes within metres of army barracks. This year some massacres resulted in the death of more than 100 civilians: on 26 August there were some 100 victims in Beni Ali (Blida); on 29 August the massacre of at Sidi Rais (Sidi Moussa) claimed up to 300 victims; on 22 September more than 200 people were savagely killed in Bentalha (Baraki).

With no chance of outsiders getting free access to the "scene of the crime", and faced with fierce censorship imposed by the Algerian authorities, these numbers could even be higher and are simply an indication of the gravity of the situation.

Who are the killers? Why are defenceless civilians being targeted? Why don't the security forces and the army step in to protect women, children and the elderly when the killings go on for hours within earshot of military barracks? How is it possible that after hours of massacres the attackers can walk away from these bloody scenes with impunity/without being arrested by the security forces stationed nearby?

These disturbing questions remain unanswered and unexplained by the Algerian authorities, who more often than not prefer to boldly deny that massacres took place or minimize the number of victims. The official figures for the massacre at Sidi Rais are 98 dead, and for Bentalha 85 fatalities -- as if falsifying the figures will somehow diminish the scale of the tragedy.

To avoid responding to these disturbing questions, the Algerian authorities often hide behind the rhetoric of "national sovereignty" and "non-interference in internal affairs" -- the same authorities which welcome the international community's condemnation of "terrorism" with open arms.

The disturbing questions that Amnesty International poses are not about the country's political, economic or social issues. They are about the persistent violation of human rights which for six bloody years have bred a climate of impunity in Algeria.

Because human rights are not simply the internal affairs of any country in the world. No government has the right to abandon their citizens faced with horrible massacres or living under the threat of death by invoking pretexts of "sovereignty" or "non-interference". By ratifying international human rights treaties, the Algerian authorities have admitted that human rights have no borders, and have accepted that Algeria is not above international scrutiny.

Following the recent massacres -- carried out on such a scale and with such relentless brutality that the world was at last shocked -- the silence which for too long has surrounded events in Algeria has started to be broken. The international community -- through the words of the Secretary General of the United Nations, the High Commissioner for Human Rights, UNICEF and UNHCR -- has started to speak out against the lack of protection for the civilian population in Algeria.

However, the Algerian authorities obstinately refuse any suggestion that investigations into massacres and other abuses should be carried out, flatly condemning all such initiatives.

The first step to ending the infernal cycle of human rights violations in Algeria is to establish an independent and impartial inquiry to shed light on all these crimes and establish who is responsible for them. If the Algerian authorities have nothing to hide, they shouldn't oppose, but rather welcome any such initiative to protect the civilian population.

+

+

+

+

558

*National Responses***Annexe 3 : Document AI, MDE 28/23/97 (extraits)****ALGERIA : Civilian population caught in a spiral of violence**

November 1997

[...]

MASSACRES OF CIVILIANS: NO ONE IS SAFE

Over the past year the civilian population has been targeted in an unprecedented manner, with the emergence of a pattern of massacres of large numbers of civilians, many of them women and children, in rural areas. The pattern has become increasingly widespread - often a daily occurrence. Villagers have been massacred in the most brutal ways; slaughtered, decapitated, and mutilated with knives, machetes and saws; some have been shot dead and others burned alive as their homes were set on fire.

The massacres have systematically been committed at night, by large groups of men who attacked the inhabitants, often in their sleep, killing entire families and villages and pursuing and killing whoever attempted to escape. No one is safe from the brutality. Men, women, children, small babies and elderly people have been hacked to death, decapitated, or mutilated and left to bleed to death. Pregnant women have been disembowelled. Survivors, relatives of the victims and medical personnel are traumatized by the horror they are forced to witness.

Some survived only because their attackers left them lying injured, believing they were dead, while others managed to escape in spite of their wounds. Dozens of women are reported to have been abducted by the attackers, raped and then killed.

As a result of these massacres thousands of people have fled their villages, some because their homes were destroyed or burned down, but most from fear of further attacks. Their numbers add to the thousands of others who have been displaced by the conflict in the past few years.

Several thousands are reported to have been killed in these massacres, but there are no accurate figures. In the majority of cases the government does not comment and issues no information about killings and when it does, the figures are considerably lower than those figures given by other sources. In the wake of the massacres the sites are often sealed off, preventing access to journalists and others. Survivors, relatives of victims, medical personnel, ambulance drivers and cemetery workers who give figures and other details to journalists usually do so on conditions of anonymity to avoid problems with the authorities. Because of these restrictions, the exact figures and details of the massacres are in most cases impossible to verify, and the information published by the heavily censored Algerian press often varies from one newspaper to another, while many killings go completely unreported in the press.

Who is behind the killings? State negligence or complicity?

Most of the massacres have taken place around the capital in the Algiers, Blida and Medea regions - in the most heavily militarized part of the country. In many cases massacres, often lasting several hours, took place only a very short distance, a few kilometres or even a few hundred metres' away from army and security forces barracks and outposts. However, in spite of the screams and cries for help of the victims, the sound of gunshots, and the flames and smoke of the burning houses, the security forces have not intervened - neither to come to the rescue of those who were being massacred, nor to arrest those responsible for the massacres, who got away on each occasion.

Survivors and neighbours have told of telephoning or running to nearby security posts seeking help, with the security forces there refusing to intervene, claiming that they were not mandated to do so. In at least two cases, several survivors described how people who had tried to escape from villages where a massacre was taking place had actually been turned back by a cordon of members of the secu-

+

+

rity forces who stood by while the villagers were being slaughtered and did not come into the village until after the attackers had left.

That army barracks and security forces outposts are located next to the sites of several massacres is an undisputable fact. That the security forces have not intervened during the massacres is also a fact, which is not disputed by the Algerian authorities. The question which remains unanswered is why was there no intervention? The Algerian authorities have not commented officially on any specific incidents, but newspapers close to the authorities have often reported that the security forces could not intervene because the terrain around the villages where the massacres were committed had been mined by those who committed the massacres to prevent the security forces' intervention. However, this seems to be unlikely given that during the massacres villagers managed to flee from the villages and after the massacres survivors, ambulances, helpers, and security services have gone in and out of the villages without stepping on any mines. If such movements have been possible both during and after the massacres, it should also have been possible for security forces to go into the villages to stop the massacres.

The largest massacre of civilians reported to date was committed during the night of 28 August 1997 in Sidi Rais, south of Algiers. According to a wide range of sources, including medical personnel, up to 300 people, many of them women and children, and even small babies, were killed and more than 100 injured. The authorities did not issue any information on the massacre until late that afternoon, when they announced that 98 people had been killed and 120 injured. Sidi Rais is located in close proximity to the army barracks of Sidi Moussa, about three kilometres away, the army barracks of Baraki, about six to seven kilometres away, the security forces outpost of Gaid Kacem, about four kilometres away, and other security forces posts a few hundreds metres away. Survivors told Amnesty International that in addition to the security forces barracks nearby, security forces' units were also stationed just outside the village, and were aware that the massacre was being committed because those who were able to flee at the beginning of the attack had gone to seek help and refuge with the nearby security forces. Yet the security forces never intervened, either to stop the massacre, or to prevent the attackers from getting away. A survivor of this massacre told Amnesty International:

"Why did this happen? Why didn't anyone stop it? There is no law any more. The army and the security forces were right there; they heard and saw everything and did nothing, and they let the terrorists leave.... They [the army] waited for the terrorists to finish their dirty task and then they let them leave. What does this mean to you? I had been threatened by the fundamentalists but I almost got killed by the army. Even my friends in the army don't understand anything anymore these days..."

Testimonies of survivors gathered by Algerian journalists, some of which were cited in Algerian newspapers, have also emphasised how massacres have occurred close to army barracks.

"...People banged on my door screaming. Frightened neighbours wanted to pass through my house to run to the army barrack, which is not far - about 100 metres - to alert the army and seek their protection. Many neighbours were thus able to get away and be safe. Just as I was letting through an elderly woman a terrorist shot me and wounded me in the shoulder but I managed to run to the army barracks..."⁴⁹

In the evening of 5 September 1997, more than 60 men, women and children were massacred in Sidi Youssef (Beni Messous), on the western outskirts of Algiers. Many of the victims lived in makeshift homes built next to the residential district of Beni Messous. According to testimonies received, people from a nearby neighbourhood, who were alerted by the screams and banging of pots and pans (a means of attracting attention for those in danger), telephoned the security forces to alert them but were told that they could not intervene as the matter was under the mandate of the *gendarmerie*. They called the *gendarmerie* but received no reply. Beni Messous hosts the largest army barracks and military security centre of the capital, as well as three other *gendarmerie* and security forces centres from which the site of the massacre is clearly visible. The army barracks of Cheraga is also only a few kilometres away. However, as with all the other massacres, there was no intervention by the security forces to stop the massacre and the attackers left undisturbed. The authorities did not issue any details about the massacre nor did they provide information on the number of fatalities.

In the night of 22/23 September 1997, more than 200 men, women and children were massacred in Bentalha (Baraki), south of Algiers. Bentalha is near five different army and security forces outposts, including the army barracks of Baraki, about three kilometres away, the army barracks of Sidi Moussa, about five kilometres away, the Gaid Kacem security forces post, less than one kilometre away, the communal guard barracks about one kilometre away, and the security forces posts at the entrance of Bentalha. Survivors have told Amnesty International that at the time of the massacres armed forces units with armoured vehicles were stationed outside the village and stopped some of

+

+

those trying to flee from getting out of the village. Similar reports have been received from journalists who have interviewed survivors. A survivor told Amnesty International:

"I don't understand; the army was surrounding Bentalha but they did not intervene; we had been worried for some time, and especially since the massacre at Rais a few weeks before. We had asked the authorities for weapons but we were told we had to wait. When we realized that we were being attacked we tried to resist, we got onto the terraces and rooves and threw stones and objects at them, whatever we could find. Some patriots [local militias] came from Baraki to help us when they heard that the massacre was happening, but the army did not let them into Bentalha. The terrorists had lists of people to kill, but they also killed at random. It's beyond comprehension. The massacre went on for several hours and then the terrorists left and no one stopped them; then the ambulances came in and cleared the bodies. I don't know what is going on, but I know it is not safe. After the massacre the authorities gave us weapons; I've now got a gun, but we don't envisage going back to live in Bentalha for the time being; I'll stay with relatives and try to keep my family safe. Even talking about it is risky; my neighbour who lost all his family in the massacre was telling a journalist what had happened and a policeman told him to shut his mouth or else he'd see. Who can help us? Nobody cares."

Amnesty International is gravely concerned by such testimonies, which add further weight to reports that armed groups who carried out massacres of civilians in some cases operated in conjunction with, or with the consent of, certain army and security forces units. The scale, frequency and geographical concentration of the massacres in the past year raise serious questions about the apparent inability or unwillingness of the military and security forces to take adequate measures to protect the civilian population, and about the lack of investigations into such incidents. In the absence of thorough, independent and prompt investigations in accordance with the minimum international standards for such investigations, such as the UN Principles on the Effective Prevention and Investigation of Extra-Legal, Arbitrary and Summary Executions, it is difficult to establish responsibility for these massacres.

The massacres fall within a pattern whereby large groups of men have been able to come from their supposed hiding places in the mountains and forests into the villages, which often entails crossing main roads, carry out killings lasting several hours, and leave to return - undisturbed - to their hiding places. The sound of gunfire and bomb explosions, the screams of the victims, and the flames and smoke of the houses on fire are audible and visible from a distance.

The lack of response by security services to calls by residents alerting them to night-time attacks taking place is not new. Over the past three years scores of individuals have reported to Amnesty International that the security forces had either not responded or refused to intervene when they had called at night, either by telephone or in person, to report attacks on their homes, killings of their relatives, attacks on neighbours, or shootouts. Daytime roadblocks, checkpoints and patrols are withdrawn at night, when the population is most vulnerable to attacks and when massacres are committed. The army and security forces usually do not come to the site until several hours after the massacres, and often not until the following morning. The reason most frequently cited in the past for their lack of response is the security forces' fear of being trapped by a false alert and ambushed. Understandably it may often not be possible for them to intervene in time to stop individual attacks, which tend to happen very quickly, or to arrest the attackers, who may easily hide and escape. However, the situation of massacres is fundamentally different in so far as the massacres often last for several hours, during which nearby security forces should have ample time to intervene to stop the massacres and to apprehend the attackers, who up to now have always been able to leave undisturbed.

Whether or not certain units of the army and security forces have been actively involved in the massacres must be investigated. In the meantime it is clear that there has been a conscious abdication by the Algerian authorities of its responsibility to protect the civilian population in areas whose position and security and communications network should make such protection possible.

Reasons alleged to be at the origins of the massacres

According to the authorities and security services all the massacres have been committed by the GIA and other such groups with the aim of terrorizing and punishing the population hostile to them, or who formerly supported them but who had recently withdrawn their support, or relatives and current supporters of rival armed groups.

Many massacres have taken place in areas where a large percentage of the population had voted for the FIS in the 1990 municipal elections and in the 1991 legislative elections. Amnesty International has received reports that many of the victims of recent massacres were relatives of members and sup-

+

+

+

+

porters of armed opposition groups, people who had in the past been detained on charges of “terrorist activities” and their relatives, and people who had in the past refused to take up arms and set up militia groups. Members of the security forces and militias are reported to have said to local inhabitants and journalists that the victims of some of the massacres had met the fate they deserved because they had supported the “terrorists”, and thus deserved no protection.

Many massacres are believed to have been carried out by armed groups with the aim of eliminating supporters of rival groups, or supporters of the FIS, which has increasingly often condemned killings of civilians and other abuses by these groups. However, there have been allegations that some of the massacres have been committed by groups acting on instructions, or with the consent, of certain army and security forces units and paramilitary groups, with the aim of eradicating the grassroots base of armed opposition groups, which continue to maintain a presence in these areas in spite of repeated armed action against them by the army and security forces over the years.

The victims of the massacres seem to have been mostly ordinary people, often poor and living in makeshift homes, including people who had settled in the area in recent years after having fled their homes elsewhere because of the conflict. The FIS' armed wing, the AIS, does not appear to have been present in any significant way in the region (the AIS is reportedly present mainly in the east and west of the country, but not in the centre), whereas GIA groups have reportedly been based in the area. However, it is not known to what extent the local population really supported such groups, and if so to what extent it did so willingly or out of fear.

The pattern of large-scale massacres has developed against a background of years of escalating violence. Security forces killed members of armed groups, their relatives and people known or suspected of supporting such groups; while armed opposition groups targeted relatives of security forces' and militias' members, as well as families and supporters of rival armed groups. In this context, some believe that certain massacres have been committed as a vendetta, in retaliation for previous massacres and killings of relatives or communities by rival forces. In addition, there are allegations that part of the violence is the result of rival government factions' interests and power struggles linked to economic issues, including the forthcoming privatization of agricultural land and state-owned enterprises, exploitation of oil resources and corruption.

The sharp reduction in the level of violence at the time of important events such as the presidential elections of November 1995 and the legislative elections of June 1997 - in spite of increased threats issued by armed opposition groups against civilians who participated in the election processes - indicates that the Algerian authorities have the means to ensure a higher level of protection for the civilian population throughout the country when it is necessary for them to do so.

Whoever the perpetrators of these massacres may be, and whatever logic they may use to justify such atrocities, urgent and concrete measures must be taken to stop the unprecedented level of violence and brutality, and to protect the civilian population, especially those who are most vulnerable to such attacks such as women, children, the elderly and the poor. As a first step, a full and independent investigation must be carried out to establish who is responsible for these killings and other crimes which continue to be a daily occurrence, and to ensure that those responsible be brought to justice.

PUNITIVE STRIKES VERSUS PROTECTION

Armed groups who have carried out these massacres have mainly used weapons such as knives, axes, machetes, saws, metal bars, some light firearms (shotguns, hunting rifles, Kalashnikovs) and homemade bombs. The army and security forces possess far more sophisticated weapons and equipment, including armoured vehicles, rocket launchers, heavy artillery and combat aircraft - which they regularly use in large scale “clean-up, anti-terrorist” operations in different parts of the region and elsewhere in the country.

The Algerian government rarely issues information on military operations, but they do allow the Algerian press to publish, regularly, information which quotes un-named security forces sources saying that scores or hundreds of GIA members were killed in the course of military and security operations. However, in the absence of independent sources it has not been possible to establish the number and identity of those killed or the circumstances in which they were killed and media reports are often contradictory. Two large-scale operations were reported in Atatba and Thala Acha, in July and September 1997. As is customary, the Algerian government issued no information directly, but allowed the Algerian media to report the operations, saying that, according to un-named military and security sources, between 100 and 200 GIA members were killed in Atatba and more than 100 in Thala Acha,

+

+

+

+

including those who had been responsible for recent massacres. However, the media gave different versions of the same event; for example, at the end of July 1997 some newspapers claimed that Antar Zouabri, presented as the GIA leader, was killed in the Atatba operation (different newspapers gave different versions of his killing⁵⁰, a piece of information which could not be confirmed, and which was subsequently denied by a communique reported to have been issued by the GIA, and by other media reports. At the beginning of September 1997, Algerian newspapers again reported that Antar Zouabri had been killed, this time in the Thala Acha operation⁵¹, but the information was again subsequently denied. A month later, in the first military operation which some Algerian journalists were invited to cover, an un-named army officer was quoted as saying that Antar Zouabri was still alive⁵².

Announcements by the authorities officially, or via the Algerian media, that the perpetrators of certain murders, massacres, or other crimes have been killed by security forces form part of a regular and long-standing pattern. In recent years similar announcements have been made that the killers of the most well known victims - journalists, intellectuals and foreigners - had been killed by the security forces. To date not a single individual has been arrested and prosecuted for any of these assassinations which received widespread media coverage in Algeria and outside. Similarly, to date no one has ever been prosecuted for the massacres committed in the past year.

Thus, according to official information, the security forces - who have often swiftly caught and killed the groups responsible for murders and massacres - have consistently been unable or unwilling to intervene to stop and prevent the massacres of civilians.

This pattern whereby the "killers of X" are regularly reported to have been killed, and no one ever arrested and prosecuted, raises serious questions - especially given that the Algerian authorities consistently refuse to provide the information on the basis of which their conclusions were reached, and do not allow independent investigations to be carried out.

[...]

+

+

+

+

NOTES

¹ *El Moudjabid* du 21 avril 1999.

² Voir l'ouvrage *L'ONU et la deuxième guerre d'Algérie*, en préparation.

³ Voir l'article *L'ONU et les massacres en Algérie* dans la partie IV du présent ouvrage.

⁴ *Amnesty International Condemns Massacres of Civilians*, Document AI, MDE 28/01/97, 12 février 1997.

⁵ AFP, 15 octobre 1997.

⁶ *Arabic News*, 15 octobre 1997.

⁷ Voir le texte dans les annexes de l'article *L'ONU et les massacres en Algérie* dans la partie IV du présent ouvrage.

⁸ Voir le texte dans les annexes de l'article *L'ONU et les massacres en Algérie* dans la partie IV du présent ouvrage.

⁹ Voir l'article *L'ONU et les massacres en Algérie* dans la partie IV du le présent ouvrage, section : La Commission des droits de l'homme.

¹⁰ Voir les interventions de ses représentants lors des sessions de la CDH dans l'ouvrage *L'ONU et la deuxième guerre d'Algérie* en préparation.

¹¹ Voir l'article de Ahmed Bouzid, *The Selling of atrocities*, dans la partie III du présent ouvrage.

¹² Document ONU, E/CN.4/1997/SR.55.

¹³ *Le Monde* du 31 octobre 1997.

¹⁴ *Droit de réponse de la délégation algérienne aux déclarations d'Amnesty International et de la FIDH, point 10*, diffusé le 16 avril 1998 par la Mission permanente d'Algérie à Genève.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Télé Journal de la TSR, fin juillet 1998.

¹⁷ *Journal de Genève* du 30 octobre 1997.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Document ONU, E/CN.4/1997/SR.55.

²⁰ Interview de M.-S. Dembri réalisé par Laïd Zeghlami, paru dans *La Tribune* du 22 avril 1998.

²¹ Télé Journal de *Algerian TV*, avril 1999.

²² Voir intervention du représentant de l'ONDH aux sessions de la CDH, dans l'ouvrage *L'ONU et la deuxième guerre d'Algérie* en préparation.

²³ Propos tenus par Leïla Aslaoui, membre du Sénat.

²⁴ Voir Ahmed Bouzid, *The Selling of atrocities*, dans la partie III du présent ouvrage

²⁵ AP, APS, AFP, 17 septembre 1998, in *Troubles* (site internet www.multimania.com/troubles).

²⁶ APS, 9 ou 10 avril 1999, in *Troubles* (site internet www.multimania.com/troubles).

²⁷ *Ibid.*

²⁸ APS, 22 avril 1999, in *Troubles* (site internet www.multimania.com/troubles).

+ +

+ +

+

+

²⁹ Voir la section consacrée à la Commission des droits de l'homme dans l'article *L'ONU et les massacres en Algérie*, partie IV du présent ouvrage.

³⁰ Télé Journal du soir du 18 mars 1998 de la Télévision suisse romande.

³¹ *Droit de réponse de la délégation algérienne aux déclarations d'Amnesty International et de la FIDH, point 10*, diffusé le 16 avril 1998 par la Mission permanente d'Algérie à Genève.

³² *Ibid.*

³³ Droit de réponse relatif au point 2 : Violations des droits de l'homme et des libertés individuelles, diffusé le 6 août 1998 par la Mission permanente d'Algérie à Genève.

³⁴ APS, 22 avril 1999 et *El Mondjabid* du 21 avril 1999.

³⁵ Voir A. Aroua, *L'Organisation des Nations unies et les massacres en Algérie*, article no. 22, partie IV de cet ouvrage.

³⁶ *Le Monde* du 29 novembre 1997.

³⁷ Document ONU, E/CN.4/1997/SR.55.

³⁸ Voir le compte rendu des travaux de la 54^{ème} session de la CDH dans l'article sur l'ONU.

³⁹ *Liberté* des 17-18 avril 1998.

⁴⁰ Communiqué de *Hijra International*, Genève, le 20 avril 1998.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Propos recueillis par José Garçon, *Libération* du 7 mai 1997.

⁴³ Document ONU, E/CN.4/1997/SR.55.

⁴⁴ *Le Monde* du 31 octobre 1997.

⁴⁵ *Journal de Genève* du 30 octobre 1997.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Douglas Walton, *The place of emotion in argument*, Pennsylvania State University Press, Pennsylvania 1992, p. 143.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 244.

⁴⁹ *La Tribune* 29-30 August 1997.

⁵⁰ Voir *La Tribune* 27 July 1997, *Le Matin* 26 July 1997, and *El Watan* 26 July 1997.

⁵¹ Voir *El Khabar* 11 September 1997.

⁵² *Le Matin* 8 October 1997.

+

+